ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 14 JUIN 1981 - 3e CIRCONSCRIPTION DES HAUTS-DE-SEINE

UNION POUR LA NOUVELLE MAJORITÉ

R. P. R.



ALAIN AUBERT

32 ans - Professeur

Mireille FERRER

39 ans - Conseiller Municipal de Bois-Colombes



Jamais l'enjeu d'élections législatives n'aura été aussi important.

Jamais votre choix n'a impliqué autant l'avenir de notre pays.

Peut-être à la veille des grandes vacances d'été, voulez-vous vous libérer de ce vote donnant à l'expérience socialiste "sa chance".

Peut-être voulez-vous confirmer ce "bol d'air pur" qui vient de la sensation de la nouveauté, de la curiosité. Peut-être que l'irrationnel est cette fois plus fort que la réflexion !

Je ne peux, quant à moi, suivre ce chemin.

Et pourtant plus que d'autres je souhaite ce bol d'air pur. Plus que d'autres je réclame l'audace et l'imagination. Plus que d'autres je veux la vie plus forte, plus pleine, plus juste.

Je ne conteste pas à certains socialistes la même ambition, la même passion.

Je conteste les moyens utilisés.

Je conteste la volonté du Parti Socialiste d'instaurer un autre système, "une économie et une société socialiste".

Il ne s'agit pas là, je vous demande d'en prendre conscience, de propos polémiques. Il s'agit d'une volonté maintes et maintes fois affirmée.

Instaurer une "société socialiste" implique un certain nombre de directions qu'il vous faut connaître et qu'on cherche par tous les moyens à vous cacher.

— partout dans le monde, l'exercice du pouvoir par les socialistes a eu pour corollaire une **aggravation de la pression fiscale.** C'est un point de doctrine, car les socialistes sont **"dirigistes"** et qu'**il faut bien financer l'intervention de l'Etat** (Nationalisations, relèvement des prestations sociales, etc.).

— Le Parti Socialiste a prévu **d'accroître le poids des impôts** sur les entreprises. Ce sont elles qui, en priorité, devront financer les multiples dépenses sociales. Tout le monde sait que d'innombrables petites et moyennes entreprises ne peuvent pas supporter un accroissement important de leurs charges. Cela conduirait inévitablement à une **inflation redoutable,** à une absence de compétitivité, à un **chômage plus important.**

Jacques CHIRAC dans ces conditions n'a pas tort de parler de l'éventualité de 2 millions de chômeurs et d'un taux d'inflation approchant des 20 %.

— Le programme socialiste, c'est aussi une **grave menace contre la liberté de l'enseignement** par la nationalisation de l'enseignement privé.

— Le programme socialiste, c'est encore **52 % du chiffre d'affaires de l'industrie française qui passerait sous contrôle de l'Etat.** C'est plus d'un salarié sur deux qui appartiendrait au secteur public.

Voilà pourquoi **je vous demande de réfléchir** en votre âme et conscience de **ce que vous voulez pour la France.**

Quant à nous, nous proposons d'augmenter la richesse avant de la partager.

Il faut réduire les charges, réduire la bureaucratie, augmenter la confiance. C'est dans ces conditions que le chômage peut être réduit, que la croissance peut redevenir ce qu'elle était et permettre des progrès sociaux qui ne seront pas payés en "monnaie de singe".

Sciences Po / fonds CEVIPOF

Colombiens, Bois-Colombiens, mes amis, je suis parmi vous depuis toujours. En 1978, **il ne m'a manqué que 239 voix** pour que je devienne votre député.

Le député communiste représente plus son Parti que les habitants de nos deux villes.

Il est prêt aujourd'hui à oublier le titre même du Parti qu'il représente pour sauver son siège.

Il n'en reste pas moins le représentant du **Parti du harcèlement des consciences, de l'endoctrinement et de l'intolérance.**

Demain dans une majorité socialo-communiste, il représenterait l'extrêmisme.

Face au danger de l'incohérence, je vous propose **le changement sans risque.** Ici, le "Bol d'Air Pur", c'est une équipe jeune, soucieuse d'être parmi vous, de vous représenter **sans intermédiaire.**

Notre but n'est pas d'empêcher François MITTERAND de gouverner. Mais il est **d'être un rempart contre ceux, socialistes ou communistes, qui voudraient nous faire changer de société. De cela, nous pensons que vous ne voulez pas.**

Votre vote va décider de la FRANCE pour 5 ans ; 5 ans de pleins pouvoirs pour ceux qui - le moins que l'on puisse dire - ne veulent pas vous annoncer l'enjeu ou 5 ans d'une nouvelle majorité, ouverte, sociale, qui est prête à toutes les audaces à condition que notre société reste libérale.

Il est temps, ici aussi, de changer pour choisir des représentants non sectaires qui croient que l'avenir de leur pays s'appelle encore :

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

Alain AUBERT.

Changer : comment, jusqu'ou ?

Nous proposons le renouveau dans la sécurité.

*Nous présentons une **nouvelle politique de croissance** fondée sur la libération des forces productrices. Nous préconisons une autre manière de gouverner faite de plus d'autorité et de fermeté, mais **davantage ouverte au dialogue** et à la participation.*

— *assurer l'indépendance de la France*

— *renforcer la défense*

— *relancer l'Europe*

— *une "alliance pour le développement" avec les pays du tiers monde*

— *redresser l'économie et relancer la politique sociale :*

- *alléger les règlementations et la bureaucratie*
- *diminuer les prélèvements fiscaux*
- *économies sur le budget de l'Etat.*

— *restaurer le dialogue social*

— *renforcer la solidarité*

— *décentraliser les responsabilités : une vraie réforme régionale doit être réalisée*

— *instaurer une véritable politique de la famille :*
statut social de la mère, logement.

UN PRÉSIDENT SOCIALISTE
+ UN GOUVERNEMENT SOCIALISTE
+ UNE ASSEMBLÉE SOCIALO-COMMUNISTE
= UNE FRANCE COLLECTIVISÉE

OUI AU CHANGEMENT DE POLITIQUE

NON AU CHANGEMENT DE SOCIÉTÉ

ALAIN AUBERT

LE DÉPUTÉ QU'IL NOUS FAUT.

Vu les candidats - I.B.C. Argenteuil.

Sciences Po / fonds CEVIPOF